

La société GLOBAL ENERGY
VENTURES
(SCPA EFFI & Associés)

Contre

La Compagnie Ivoirienne d'Electricité
dite CIE
(Maître N'Deye Adjoussou Thiam)

DECISION :

Contradictoire

Vu le jugement avant-dire droit N°
3421/2018 du 27 décembre 2018 ;

Reçoit la société GLOBAL
ENERGY VENTURES en son
action ;

L'y dit partiellement fondée ;

Condamne la COMPAGNIE
IVOIRIENNE d'ELECTRICITE dite
CIE à restituer à la société
GLOBAL ENERGY VENTURES la
somme de 11.770.870 Francs
CFA ;

Condamne la COMPAGNIE
IVOIRIENNE d'ELECTRICITE dite
CIE à payer à la société GLOBAL
ENERGY VENTURES la somme
de 2.000.000 Francs CFA à titre de
dommages-intérêts ;

Déboute la société GLOBAL
ENERGY VENTURES du surplus
de ses prétentions ;

Condamne la COMPAGNIE
IVOIRIENNE d'ELECTRICITE dite
CIE aux dépens de l'instance.

APPEL N° 873 Du 09/07/19

3009100
ME

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2019

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique
ordinaire du jeudi onze avril de l'an deux mil dix-neuf tenue au siège
dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

Madame TOURE AMINATA épouse TOURE, Président du Tribunal ;

**Mesdames GALE DJOKO MARIA épouse DADJE et TUO
ODANHAN, Messieurs YAO YAO JULES, DICOH BALAMINE,
ALLAH KOUAME et TRAZIE BI VANIE EVARISTE**, Assesseurs ;

Avec l'assistance de **Maître N'ZAKIRIE épouse EKLOU Assaud
Paule Emilie**, Greffier ;

Avons rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

La société GLOBAL ENERGY VENTURES, société à responsabilité
limitée au capital de 3.000.000 F CFA, inscrite au registre de
commerce sous le numéro N° ABJ-2005-B-2650 et dont le siège
social est sis zone industrielle Vridi Canal – SDV base offshore
Abidjan 15 BP 100 Abidjan 15 ;

Demanderesse, représentée par son conseil la **SCPA EFFI &
Associés**, Avocats près la Cour d'Appel d'Abidjan, demeurant
Abidjan-Plateau, immeuble Tropic 3, 2^{ème} étage, porte D21, 25 BP
1908 Abidjan 25, Tel : 20 21 29 37, Fax : 20 21 57 19 ;

D'une part ;

Et

La Compagnie Ivoirienne d'Electricité dite CIE Société Anonyme
avec conseil d'administration, au capital de 14.000.000.000 de francs
CFA, dont le siège social est à Abidjan, Treichville-Avenue Christiani,
01 BP 6923 Abidjan 01, Tel : 21 23 33 00 ;

Défenderesse, représentée par **Maître N'Deye Adjoussou Thiam**,
Avocat à la Cour ;

D'autre part ;

Vu le jugement Avant dire Droit en date du 27 décembre 2019, le Tribunal a renvoyé l'affaire à l'audience du 31 janvier 2019 pour le dépôt du rapport d'expertise.

A cette date, la cause a subi plusieurs renvois, dont la dernière est en date du 28 mars 2019 pour les observations des parties sur le rapport d'expertise.

A la dernière évocation, l'affaire étant en état d'être jugée, a été mise en délibéré pour décision être rendue le 11 avril 2019 ;

Advenue cette audience, le Tribunal a rendu le jugement dont la teneur suit

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Vu le jugement avant-dire droit N° 3421/2018 du 27 décembre 2018 ;

Où les parties en leurs demandes, fins et conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES

Par exploit d'huissier en date du 04 octobre 2018, la société GLOBAL ENERGY VENTURES a assigné la Compagnie Ivoirienne d'Electricité dite CIE à comparaître le 16 octobre 2018 devant le Tribunal de Commerce de ce siège à l'effet de s'entendre :

- condamner la CIE à lui rembourser la somme de 11.770.870 F CFA indûment perçue
- condamner la CIE à lui payer la somme de 10.000.000 F CFA à titre de dommages-intérêts ;
- ordonner si besoin une expertise aux fins de vérification ;
- condamner la CIE aux dépens de l'instance ;

A l'appui de son action, la société GLOBAL ENERGY VENTURES soutient que les agents de la CIE ont fait un contrôle inopiné sur son compteur électrique et ont déclaré à l'issue de ce contrôle qu'elle a commis une fraude du fait de la présence d'un câble destiné à faire échapper au comptage une partie de l'électricité consommée dans la villa qu'occupe son personnel ;

Suite à ce constat, la CIE a émis une facture de redressement d'un montant de 11.770.870 F CFA qu'elle a dû payer sous la menace de voir interrompre sa fourniture d'électricité ;

La société GLOBAL ENERGY VENTURES allègue que le contrôle a été fait unilatéralement par la CIE et que le câble incriminé n'est pas raccordé aux installations électriques de la villa comme l'ont attesté l'électricien et l'huissier de justice qu'elle a commis à l'effet de procéder à des vérifications ;

Elle précise qu'elle a toujours marqué son désaccord quant à la prétendue fraude à la consommation relevée par la CIE à son encontre et que la CIE, en usant de son monopole et de sa position dominante, lui a imposée de manière arbitraire une facture de redressement qu'elle n'a eu d'autre choix que de payer sous peine de voir sa fourniture d'électricité suspendue ;

Elle sollicite donc la restitution de la somme de 11.770.870 F CFA qu'elle a payé à la CIE au titre de la facture de redressement ;

Elle indique que le tribunal pourra au besoin, recourir à une expertise pour établir la réalité des faits ;

La société GLOBAL ENERGY VENTURES soutient par ailleurs qu'elle a subi un préjudice financier et moral du fait qu'elle était dans l'angoisse d'une suspension de sa fourniture d'électricité et tenue de faire tout son possible pour régler la facture supplémentaire de la CIE ;

Elle voudrait à ce titre, voir la CIE être condamnée à lui payer des dommages-intérêts à hauteur de la somme de 10.000.000 F CFA ;

La CIE s'oppose aux prétentions de la société GLOBAL ENERGY VENTURES en faisant valoir que conformément aux dispositions du règlement du service concédé, elle a procédé au contrôle du compteur de la demanderesse ;

Elle précise que ses agents assermentés ont découvert lors de ce contrôle, un câble supplémentaire installé dans le compteur, ayant pour effet de faire échapper au comptage, une partie de l'électricité consommée par la société GLOBAL ENERGY VENTURES ; Elle a dressé un procès-verbal constatant ce fait, en présence du vigile de la société GLOBAL ENERGY VENTURES commis à la surveillance de la villa et du directeur des ressources humaines de ladite société ;

La CIE conclut que c'est régulièrement qu'elle a émis la facture de redressement que la société GLOBAL ENERGY VENTURES a payé ;

La CIE affirme que le Tribunal n'accordera aucun crédit à l'allégation de la société GLOBAL ENERGY VENTURES, suivant laquelle elle a constaté avec son électricien privé et son huissier instrumentaire que le 20 juillet 2018, le câble litigieux n'était connecté à aucune installation de la villa louée par elle ;

Il faudra surtout relever, que la société GLOBAL ENERGY VENTURES qui se prévaut d'une bonne foi, n'explique pas, et ne nie pas jusque-là la présence dans la grille de dérivation de la CIE, d'un câble étranger à ceux initialement installés par elle pour l'alimentation électrique de la villa louée par la

demanderesse ;

En ne contestant pas que le câble litigieux existait dans la grille de dérivation, tout en prétextant qu'il ne serait pas connecté à une installation de ladite villa, la société GLOBAL ENERGY VENTURES admet, en réalité, expressément que la présence du câble litigieux est bien de son fait et qu'elle s'est sûrement employée, à la date de son prétendu constat du 20 juillet 2018, à faire disparaître à l'intérieur de la villa toute trace de branchement illicite ;

En tout état de cause, c'est le produit de la fraude, parfaitement ou imparfaitement, orchestrée qui s'est offert au constat de l'agent assermenté de la CIE, qui a décelé la présence du câble litigieux dans la grille de dérivation de la CIE, sans que jusqu'à ce jour, la société GLOBAL ENERGY VENTURES se donne la peine d'expliquer une telle présence ;

La société GLOBAL ENERGY VENTURES n'a jamais remis en cause la présence du câble litigieux dans la grille de dérivation de la CIE, alors que cette dernière ne l'y a pas installé, mais se borne à affirmer qu'à la date du 20 juillet 2018, ledit câble frauduleux découvert le 6 juillet 2018 ne serait pas connecté à une installation de la villa par elle louée ;

Poursuivant son argumentaire, la CIE souligne que l'appareillage de comptage installé à la villa louée par la société GLOBAL ENERGY VENTURES est placé sous sa garde ; Elle en est le gardien puisqu' elle l'utilise pour son alimentation en électricité, de sorte que tout acte ou incident, pour lequel il n'est pas établi qu'il provient de la CIE, incombe à la demanderesse ;

Or, il est constant qu'en l'espèce, il n'est pas contesté que le câble frauduleux n'a pas été installé par la CIE, qui n'a aucun intérêt à frauder à son propre détriment, il en résulte que la présence du câble frauduleux dans la grille de dérivation de la CIE, résulte du fait exclusif de la société GLOBAL ENERGY VENTURES, qui n'établit d'ailleurs pas que ladite présence serait le fait d'un tiers ;

La fraude étant établie, il s'ensuit que le remboursement de la somme de 11.770.870 francs CFA réglée par la société GLOBAL ENERGY VENTURES, au titre de la facture de rappel de consommation sollicitée par cette dernière, n'est pas justifié ;

Elle soutient que la demande en paiement de la somme de 10.000.000 F CFA à titre de dommages-intérêts n'est pas non plus justifiée ;

En la cause, le tribunal a rendu un jugement avant-dire droit le 27, décembre 2018 dans lequel il a déclaré l'action recevable et ordonner une expertise à l'effet de vérifier la présence effective du câble incriminé dans le compteur électrique de la société GLOBAL ENERGY VENTURES et de déterminer son impact sur ledit compteur ;

L'expert désigné a terminé son expertise et déposé son rapport ;

La société GLOBAL ENERGY VENTURES adhère aux conclusions de l'expert et maintient l'ensemble de ses prétentions ;

La CIE pour sa part, fait observer relativement au rapport d'expertise que l'expert n'a pas levé le doute sur l'impact probable qu'a pu avoir le câble incriminé sur le compteur de la société GLOBAL ENERGY VENTURES ;

Elle fait valoir à cet effet, que l'expertise ayant été pratiquée huit mois après la découverte dudit câble, la société GLOBAL ENERGY VENTURES a pu le débrancher depuis lors ;

Elle ajoute que l'expert aurait pu tenir compte de cette éventualité pour ne pas conclure de façon péremptoire que la câble n'a eu aucun impact sur le compteur de la demanderesse ;

La CIE conclut pour cela, au rejet du rapport d'expertise ;

SUR CE

En la forme

Par le jugement avant-dire droit ci-dessus mentionné, le tribunal a statué sur le caractère de la décision, le taux de ressort et déclaré l'action irrecevable ;

Il y a donc lieu de s'y référer ;

Au fond

Sur le rapport d'expertise

La CIE sollicite le rejet du rapport de l'expertise ordonnée par le tribunal en faisant valoir que l'expert n'a pu cerner de façon réaliste toute la réalité de la fraude commise par la demanderesse et qu'un doute sur l'impact du câble par elle incriminé, subsiste ;

Le tribunal indique d'une part, que l'expertise a été menée dans les règles de l'art avec toutes les diligences requises ;

D'autre part, il appartenait à la CIE qui allégué une fraude sur la consommation de l'électricité à l'encontre de la société GLOBAL ENERGY VENTURES, d'établir la réalité de cette fraude lorsqu'elle a découvert le câble incriminé ; il lui appartenait en effet, de lever tout doute quant à une probable fraude en procédant à une expertise au moment de la découverte des faits avant d'émettre une facture complémentaire ;

La CIE qui n'a pas établi la réalité de la fraude alléguée au moment qu'elle estimait adéquat, est mal fondée à contester à présent, l'expertise pratiqué motif pris de ce qu'elle a été faite tardivement et qu'elle laisse subsister un doute quant à la réalité de la fraude ;

Il convient dès lors de rejeter les griefs par elle émis contre l'expertise et d'en retenir les conclusions pour trancher le litige ;

Sur le bien-fondé de la demande en restitution de la somme de 11.770.870 F CFA

La société GLOBAL ENERGY VENTURES sollicite la restitution de la somme de 11.770.870 Francs CFA au motif que la CIE lui a fait payer à tort cette somme au titre d'une facture complémentaire en prétendant qu'elle aurait commis une fraude sur son compteur électrique par la présence d'un câble supplémentaire ;

La CIE soutient que c'est à bon droit qu'elle a émis ladite facture parce la société GLOBAL ENERGY VENTURES a frauduleusement installé un câble sur son compteur et que ce câble a eu pour effet de faire échapper au comptage une partie de l'électricité consommée ;

L'article 1235 du code civil dispose que « *Tout paiement suppose une dette : ce qui a été payé sans être dû est sujet à répétition ;* »

La répétition n'est pas admise à l'égard des obligations naturelles qui ont été volontairement acquittées. » ;

Il ressort du rapport d'expertise que le câble incriminé par la CIE, qui aurait pour effet de faire échapper au comptage une partie de l'électricité consommée et qui justifierait la facture complémentaire de 11.770.870 Francs CFA, n'a pas eu un tel impact sur ledit compteur ;

L'expert conclut en effet ainsi son rapport : « *Ce câble, au vu de sa section ne peut supporter que 16 A monophasé. Il ne peut donc pas alimenter la villa qui demande 60 A triphasé ;* »

Aussi, après analyse des factures CIE produites, le câble n'a eu aucun impact sur le compteur. » ;

L'expertise établit ainsi qu'aucune fraude sur la consommation du courant n'est à mettre à charge de la société GLOBAL ENERGY VENTURES relativement à la présence du câble incriminé dans la niche de son compteur ;

C'est donc à tort que la CIE a émis la facture complémentaire et s'est fait payer la somme de 11.770.870 Francs CFA qui ne lui était pas dû ;

Il convient dans ces conditions de la condamner à restituer à la société GLOBAL ENERGY VENTURES la somme de 11.770.870 Francs CFA indument perçue ;

Sur le bien-fondé de la demande en paiement de dommages-intérêts

La société GLOBAL ENERGY VENTURES sollicite le paiement de la somme de 10.000.000 F CFA à titre de dommages-intérêts au motif

que la CIE, en lui faisant payer à tort une facture complémentaire de 11.770.870 Francs CFA, lui a causé un préjudice tant moral que financier à cause de l'angoisse de voir sa fourniture d'électricité interrompue et l'impératif de trouver les fonds nécessaires pour régler ladite facture ;

La CIE s'oppose à sa demande en faisant valoir que c'est à juste titre qu'elle a émis la facture contestée et qu'elle n'a donc commis aucune faute ;

L'article 1134 du code civil dispose que « *Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites ;*

Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise ;

Elles doivent être exécutées de bonne foi. » ;

Ce texte pose le principe de la force obligatoire des contrats et la nécessité de les exécuter en toute bonne conscience ;

En outre, en application de l'article 1147 du code civil, la réparation d'un préjudice suppose l'existence d'une faute, d'un préjudice et d'un lien de causalité entre la faute et le préjudice ;

En l'espèce, la CIE, pour émettre la facture complémentaire de 11.770.870 Francs CFA et en recevoir paiement, n'a pas établi de façon irréfutable que la société GLOBAL ENERGY VENTURES, par la présence d'un câble dans la niche de son compteur, a fait échapper au comptage, une partie du courant consommé ;

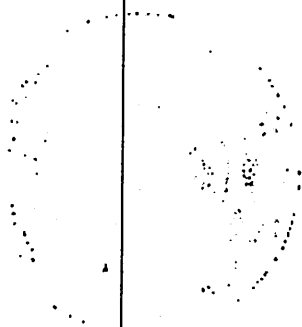
C'est sur la base du constat de la seule présence du câble dans la niche et des déductions de fraude qu'elle en a faites, qu'elle a émis la facture complémentaire d'un montant de 11.770.870 Francs CFA ;

Or, l'expertise réalisée a démontré que la demanderesse n'a commis aucune fraude sur le courant à elle fourni par la CIE ;

La CIE en faisant payer indument une facture complémentaire à la société GLOBAL ENERGY VENTURES, a manqué d'exécuter de bonne foi le contrat de fourniture d'électricité qui la lie à la société GLOBAL ENERGY VENTURES ;

Son attitude est constitutive d'une faute contractuelle qui a causé une souffrance morale certaine à la demanderesse relativement aux faits de fraude allégués à tort en son contre, mais aussi un préjudice financier par l'obligation qui lui a été faite de se départir indument de la somme de 11.770.870 Francs CFA ;

La faute, le préjudice et le lien de causalité entre la faute et préjudice nécessaires pour donner lieu au paiement de dommages-intérêts étant en l'espèce réunies, il y a lieu de faire à la demande ;



12/11

12/11

La société GLOBAL ENERGY VENTURES sollicite le paiement de la somme de 11.770.870 Francs CFA de 10.000.000 Francs CFA à ce titre ; Il sied cependant de noter que le quantum de la demande est excessif en considération des circonstances de la cause ;

Il y a donc lieu de la ramener à une juste proportion de 2.000.000 Francs CFA et de condamner la CIE à son paiement au profit de la société GLOBAL ENERGY VENTURES tout en déboutant cette dernière du surplus de cette demande ;

Sur les dépens

La CIE succombant, elle doit supporter dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort :

Vu le jugement avant-dire droit N° 3421/2018 du 27 décembre 2018 ;

Reçoit la société GLOBAL ENERGY VENTURES en son action ;

L'y dit partiellement fondée ;

Condamne la COMPAGNIE IVOIRIENNE d'ELECTRICITE dite CIE à restituer à la société GLOBAL ENERGY VENTURES la somme de 11.770.870 Francs CFA ;

Condamne la COMPAGNIE IVOIRIENNE d'ELECTRICITE dite CIE à payer à la société GLOBAL ENERGY VENTURES la somme de 2.000.000 Francs CFA à titre de dommages-intérêts ;

Déboute la société GLOBAL ENERGY VENTURES du surplus de ses prétentions ;

Condamne la COMPAGNIE IVOIRIENNE d'ELECTRICITE dite CIE aux dépens de l'instance.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus ;

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER.

GRATIS

ENREGISTRE AU PLATEAU

Le... **06 JUN 2019**
REGISTRE A, J Vol... **45** F° **43**
N° **894** Bord **3441** **09**

REÇU : GRATIS

Le Chef du Domaine, de l'Enregistrement et du Timbre





BRITISH COLUMBIA
GOVERNMENT
OFFICE
JAN 10 1968
VICTORIA